

Europe

Chronologie

- 1914-18 : Première Guerre Mondiale
- 1926 : mouvement de Richard Coudenhove-Kalergi
- 1929 : projet de confédération d'Aristide Briand
- 1939-45 : Seconde Guerre Mondiale
- 1948 : coup de Prague
- 1948-49 : blocus de Berlin
- 1949 : création de l'OTAN
- 1949 : création du Conseil de l'Europe
- 1952 : CECA
- 1954 : échec de la CED
- 1957 : traités de Rome
- 1955 : pacte de Varsovie
- 1956 : Budapest
- 1968 : FSE (Fonds Social Européen)
- 1961 : mur de Berlin
- 1961 - 1962 : plans Fouchet
- 1962 : PAC
- 1963 : accords de Yaoundé
- 1965 : crise de la chaise vide
- 1966 : compromis de Luxembourg
- 1968 : printemps de Prague
- 1972 : serpent monétaire
- 1973 : entrée du Danemark, de l'Irlande et du RU dans la CEE
- 1975 : conférence d'Helsinki
- 1975 : convention de Lomé
- 1979 : SME (Système Monétaire Européen)
- 1981 : entrée de la Grèce dans la CEE
- 1983-87 : crise des euromissiles, réglée par le traité de Washington
- 1984 : conseil de Fontainebleau => « rabais britannique »
- 1986 : Acte Unique
- 1986 : entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE
- 1989 : chute du mur de Berlin
- 1991 : chute de l'URSS
- 1992 : guerre en Bosnie
- 1992 : traité de Maastricht
- 1995 : entrée de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande
- 1995 : processus de Barcelone
- 1997 : traité d'Amsterdam
- 1999 : guerre au Kosovo
- 2000 : traité de Nice
- 2000 : accords de Cotonou
- 2002 : passage à l'euro
- 2003 : PEV (Politique Européenne de Voisinage)
- 2004 : élargissement de l'UE vers l'Est
- 2005 : « non » français et néerlandais au référendum constitutionnel
- 2007 : traité de Lisbonne
- 2007 : entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'UE
- 2008 : UPM (Union Pour la Méditerranée)
- 2009 : crise grecque. Création du FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière, actuel Mécanisme Européen de Stabilité)
- 2013 : entrée de la Croatie dans l'UE

Europe

Notions

Unionistes / souverainistes : partisans d'une Europe intergouvernementale qui ne dépossède pas les États-nations de leurs prérogatives (exemple : RPF de Charles de Gaulle, Royaume-Uni)

Fédéralistes : partisans d'une Europe fédérale (exemple : pays du Benelux)

Europe à la carte : mode d'intégration différenciée selon lequel les États choisissent les modalités de leur adhésion à l'UE et ne conservent qu'un nombre minimal d'objectifs communs (notamment depuis Maastricht)

Actualités

2013-2014 : crise en Ukraine

2014 : intervention de l'Eufor en Centrafrique

2014 : suite à un référendum, la Suisse instaure des quotas d'immigration et va ainsi à l'encontre des principes de l'espace Schengen

Références

« *États-Unis d'Europe* », Winston Churchill (1946, Zurich)

« *On a franchi les frontières de l'Europe avant même de les avoir définies* », Jean-Claude Juncker

Thierry Chopin, « *Le bal des hypocrites : effets pervers de la technocratie et déficit de démocratie* »

Philippe Riès, « *L'Europe malade de la démocratie : au contraire, trop-plein de démocratie et dérives de la démocratie d'opinion* »

« *Non-Europe* », Michel Albert

« *Fédération d'États-Nations / OPNI* », Jacques Delors

« *L'Europe, quel numéro de téléphone ?* », Kissinger

« *L'expérience de l'union monétaire sans union politique a échoué. L'Europe a le choix entre s'intégrer et se désintégrer* » Wolfgang Münchau, éditorialiste au Financial Times, mai 2010

« *Banane bleue* », Roger Brunet

« *Pieuvre rouge* », G. Baudelle & B. Castagnède

« *Soft imperialism* »

« *L'Europe est un Gulliver désarmé* » Robert Kagan, La puissance et la faiblesse, 2003

« *L'Europe est un géant économique, un nain politique et un ver militaire* », Mark Eyskens (Belge, Affaires Étrangères)

Europe

Références

« *L'Union européenne doit se doter d'une capacité d'action autonome appuyée sur des forces militaires crédibles afin de répondre aux crises internationales* », déclaration Blair-Chirac de St-Malo (1998)

« *Dans un monde globalisé et chaotique, il n'est plus possible de séparer artificiellement prospérité et sécurité, sauf à se bercer d'illusions* », Javier Solana

Jérémy Rifkin, Le Rêve européen « *Comment la vision du futur de l'Europe est en train d'éclipser le rêve américain* »

TS Reid : Les États-Unis d'Europe « *la nouvelle superpuissance et la fin de la suprématie américaine* »

« *Intégration impossible, confrontation improbable, coopération nécessaire* » Tanguy de Wilde

« *UE ou Otanie ?* », M. Lefebvre (La construction de l'Europe et l'avenir des nations, 2013)

1973 déclaration de Copenhague, l'Europe rejette clairement la puissance : L'Europe des Neuf est consciente des devoirs internationaux que lui impose son unification. Celle-ci n'est pas inspirée par une quelconque volonté de puissance

2001 déclaration de Laeken. Une évolution très nette : Maintenant qu'elle est enfin unie, l'Europe ne doit-elle pas jouer le rôle d'une puissance stabilisatrice au plan mondial ?

Donald Rumsfeld : « *Nouvelle Europe ≠ Vieille Europe* »

« *Il faut cesser de faire comme si les Américains et les Européens avaient une vision commune du monde, voire comme s'ils vivaient sur une même planète,* » Robert Kagan

« *Nous voulons des alliés. Nous ne nous considérons pas comme les patrons de l'Europe. Nous nous considérons comme les partenaires de l'Europe* » Obama

Europe

Les États-nation et la construction européenne

États-Nation : organisation pol reposant sur adéquation État/Nation

Problèmes autour de l'État-Nation : ne peut éviter les guerres, dépassé par la mondialisation, remise en cause interne (affirmation régionale)

→ **Construction européenne = dépassement EN ou survie EN ?**

I) Les EN sont à l'origine de la CE et y trouvent des intérêts

• **Les gd étapes de la CE ont été décidées par les EN :**

o **Engagement** : CEEA, traités de Rome (Benelux autour de Paul Henri Spaak avec Conf de Messine en 55)

o **Rejets** : CED (non ratifié par la France), refus d'adhésion de la Norvège (73 et 94), RU et Danemark à Maastricht (Europe à la carte), non français et néerlandais au référendum constitutionnel (2005), non irlandais au Traité de Lisbonne (2008)

• **EN trouvent des intérêts dans la CE** : puissance éco, financement de pol qui soulagent les EN (PAC et France, FEDER, politique de transport), puissance pol (poids des petits pays, nouvelle légitimité pour l'Allemagne, maintien influence France et RU)

• **EN modèlent les institutions communautaires pour servir leurs intérêts** : poids des EN dans le système institutionnel, principe de subsidiarité (« Agir moins pour agir mieux », Jacques Santer), question de l'unanimité

II) Les progrès de la CE contre les EN ?

• **Pertes de certaines prérogatives** : éco (monnaie, commerce avec TEC, subventions), pol (majorité qualifiée, droit communautaire). Vers un effacement des frontières ? Effacement (Schengen, Euro régions) mais renforcement et multiplication (« nationalismes régionaux », B. Giblin)

• **Homogénéisation** : unification des pratiques culturelles (Ikea, Erasmus), triomphe du libéralisme et du modèle anglo-saxon (=>France et des pays Scandinaves ont peur du démantèlement de leur modèle social et du nivellement par le bas)

• **Réactions des EN** : euroscepticisme, oppositions (compromis de Luxembourg en 66, compromis de Fontainebleau en 84, compromis de Ionanina sur la minorité de blocage en 94)

III) Toutefois, la CE est un système original qui concilie CE et EN

• Une « **féderation d'EN** », un « **OPNI** » (J. Delors) : compromis pour dépasser les crises, souveraineté aménagée (→ question du budget, problème rencontré par le traité constitutionnel)

• De plus en plus d'EN qui posent le pb de l'identité (frontières) et du projet européen (Vieille Europe ≠ Jeune Europe, manque de solidarité en cas de crise. UE ou « Otanie » ? (M. Lefebvre, La construction de l'Europe et l'avenir des nations, 2013)

Conclusion

« **L'Europe, quel numéro de téléphone ?** » (Kissinger, 70). Europe à la carte. L'EN a-t-il toujours une pertinence aujourd'hui ?

Europe

La puissance de l'Union européenne dans le monde

2012 : prix Nobel de la paix à l'Europe couronne 1/2 siècles d'action de paix dans le monde + réconciliat° peuples d'Europe. Mais le contexte a changé aujourd'hui : faut-il rester à l'Europe-espace ou bien bâtir une Europe-puissance ?

Depuis la déclaration de Laeken en 2001, l'Europe mêle volontarisme et moralisme : a-t-elle les moyens de son ambition ? Oui. Mais, et ce sera la problématique, l'Europe a-t-elle suffisamment d'ambition malgré ses moyens ?

1) Les Européens ont développé depuis l'après 1945 une vision originale de la puissance, donnant la priorité au soft power

1) Le rejet de la guerre et de la force

- Héritage d'un passé destructeur : GMs fratricides, Shoah, asservissement colonial... La volonté de puissance apparaît comme porteuse de chaos. La paix devient le thème fédérateur : la CEE veut assurer la paix par la coprosperité éco.

- La puissance militaire devient une valeur négative, à l'inverse du dialogue, de la coopération et du compromis

- Mario Telo dans Europe : a Civilian Power (2006) : la puissance militaire européenne empièterait sur le modèle social européen : l'Europe dépense 2x plus que les USA pour assurer le bien-être de ses citoyens et 2x moins pour l'armée

2) La construction d'une « Europe-espace » plutôt que d'une « Europe-puissance »

- **L'Europe-espace est privilégiée** : un espace qui s'élargit, s'intègre et s'enrichit toujours plus :

- **S'élargit** : le passage à 500m d'habitants. 1973, 1981, 1986, 1995, 2004, 2007, 2013

- **S'intègre** : commercial, puis économique. Union monétaire unique au monde

- **S'enrichit** : 1/3 PIB mondiale le progrès économique fait l'objet d'un consensus de la part de tous les membres

- L'Europe-espace serait un « démultiplicateur de puissance » (discours de Chirac à Strasbourg). Cette conception extensive de la puissance met de côté l'utilisation de nouveaux instruments communautaires pour accéder à la puissance.

- Il en a résulté l'absence d'une véritable diplomatie et armée commune jusqu'à la PESC en 1992. Diplomatie et armée st liés sauf en Europe : la CPE, effective en 1973, visait à harmoniser les positions nationales pr défendre une position commune. Mais cela restait timide.

3) Une nouvelle puissance, de type civil, pacifique et « normative »

- **Une puissance « normative »** : l'UE cherche à imposer ses normes paix, démocratie, DDH, État de Droit, économie de marché + normes secondaires (dvpt durable, solidarité sociale, refus discriminat°) qui font encore débat au sein de l'UE

- **L'Europe a ainsi été très active au sein des instances internationales** : protocole de Kyoto en 97, soutient et obtient instaurat° de la CPI en 2002. Une position induite par la spécificité du projet européen, entre État souverain et organisme intergouvernemental

- **L'Europe incarnerait une puissance moderne selon certains penseurs** :

o François Duchêne soutient en 1973 que la nature de la puissance a changé car la dissuasion nucléaire a bouleversé le sens de pouvoir militaire. Dès lors, l'Europe apparaît comme une « puissance civile » moderne, à l'inverse d'une « puissance militaire »

o Robert Kagan : « *L'Europe se dirige vers un au-delà de la puissance, vers l'idéal kantien de paix perpétuelle* »

Europe

La puissance de l'Union européenne dans le monde

II) Toutefois, la puissance européenne peut-elle réellement se passer de la force ?

1) Le soft power européen, un aveu de faiblesse ?

• La revendication d'une puissance douce peut être considérée comme un aveu déguisé de faiblesse : la capacité militaire à se défendre reste cruciale dans un monde marqué par la recrudescence de risques géopolitiques.

• Il existe ainsi un débat au sein de l'Europe, qui plaide pour une puissance plus dure, mais selon des modalités ≠ :

o Valéry Giscard d'Estaing (Manifeste pour une nouvelle Europe fédérative, Figaro 1995) comme Pierre Moscovici (L'Europe, une puissance dans la mondialisation, 2001) se prononcent pour une nouvelle Europe fédérative, avec des institutions fortes capables de prendre des décisions s'imposant aux États Nations

o Tony Blair propose une vision atlantiste, espérant bâtir une superpuissance aux côtés du géant américain

2) En marche vers une Europe de la sécurité et de la défense

• Traité de Maastricht marque étape décisive avec la PESC : L'Union se donne pour objectif d'affirmer son identité sur la scène internationale par la mise en œuvre d'une PESC. Le texte suggère aussi la définition à terme d'une pol de défense commune qui pourrait, le moment venu, conduire à une défense commune. Toutefois, échecs patents de la PESC à ses débuts : gest° catastrophique du dossier Yougo, Rwanda

• En 1997, le traité d'Amsterdam tente de remédier à cela : Haut représentant pour la PESC (Javier Solana de 1999 à 2009) + abstention constructive (les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption de ces décisions).

3) Mais il existe d'importantes limites à la construction d'une puissance globale

• Avec le traité de Lisbonne, instauration de la PSCD avec un visage : Haut représentant pour les affaires étrangères et la sécurité (également vice-président de la Commission) = Catherine Ashton + état-major de l'UE d'une centaine d'officiers

• Mais il existe des limites :

o Les organes intergouvernementaux dominant dans la prise de décision : Conseil européen et ministres de la défense

o L'OTAN conserve son importance : accords de Berlin + en 2002 la PESC ne lance ses missions militaires et civiles qu'avec l'assentiment de l'OTAN et peut avoir recours à ses moyens

o Les capacités opérationnelles sont encore limitées : elles sont encore conditionnées par les missions de Petersberg définies en 1992 : humanitaire et évacuation, maintien de la paix, force de combat pour gestion de crise. Les types de missions ont toutefois été élargies avec le traité de Lisbonne (prévention de crise, lutte contre le terrorisme)

• Toutefois, une vingtaine d'opérations lancées depuis 2003 de plus en plus nombreuses et ambitieuses. L'UE peut désormais déployer sur n'importe quel terrain d'opération, dans un délai de 60 jours et pendant un an une force de 60 000 hommes

o 2004 : EUFOR Althea en Bosnie-Herzégovine avec le déploiement de 7000 soldats

o 2008-2009 : Eufor Tchad au Darfour, un an de stabilisation

o Eulex Kosovo, lancée début 2008, mission civile la + importante jamais réalisée : 1900 experts pour aider le Kosovo à mettre en place un État de droit

Europe

La puissance de l'Union européenne dans le monde

III) L'influence européenne est en réalité assez diversifiée, selon les lieux concernés

Les relations européennes s'articulent autour de 2 grands cercles : 1er cercle, prioritaire = environnement ; 2ème cercle = reste du monde avec accords bilatéraux ou co-régionaux (Mercosur, ASEAN)

1) Avec ses périphéries proches, l'influence de l'Union européenne se renforce nettement

- Un **soft impérialisme** dans le cadre de la PEV, instituée en 2004 : la PEV noue des relat° bilatérales privilégiées et améliore la coopération avec une triple exigence guidant ces relations : **maîtrise des flux migratoires, de l'approvisionnement énergétique et des risques géopol** Rapprochement avec la rive Sud de la Méditerranée et les Balkans (l'UE impose les critères de Copenhague à l'établissement et au maintien de solides relations diplomatiques et d'aides financière, cf. programme d'assistance technique TACIS en 1990, qui doit accompagner la transition économique et consolider les structures démocratiques et juridiques. Cet attachement européen à la démocratisation peut se lire comme un moyen de soustraire ces pays de l'influence russe)

2) Les relations se distendent et le besoin de sécurité n'est plus aussi déterminant à mesure que l'on s'éloigne de l'Europe

- **Relations essentiellement économiques**, dans le cadre d'un dialogue bilatéral ou co-régional
- **Un symbole d'une évolution d'attitude** : les relations avec les pays ACP, de l'assistance au partenariat (Trade not Aid)
- o **Les 5 conventions de Lomé entre 1975 et 1999** : ouverture marché communautaire pour les produits agricoles, stabilisation des matières premières agricoles (STABEX) et minier (SYSMIN), aides communautaires...

o **1990's** : décennie du chaos en Afrique, corruption, part du commerce, désintérêt européen Trade not Aid

o **Convention de Cotonou en 2000** : partenariat est le mot clef. Accords de Partenariats Eco (APE) = douanes

3) Avec les autres pôles de la Triade, l'Union européenne cherche à entretenir un dialogue d'égal à égal

- **Japon** : grand partenaire commercial, investissements au Japon encouragé par l'UE (→ programme Gateway to Japan), centre de coopération industrielle ouvert à Tokyo (Nissan / Renault belle réussite)
- **USA** : la puissance européenne ne peut négliger les relations transatlantiques, qui demeurent fortes. Mais relations ambiguës : administrations Clinton et Bush ont contribué à diviser l'Europe (entrée immédiate des PECO dans l'OTAN). Aujourd'hui, Obama veut une Europe forte partageant le fardeau de la puissance

Conclusion

En 73, ds la déclarat° de Copenhague, l'Eur rejette clairement la puissance : L'Eur des 9 est consciente des devoirs internationaux que lui impose son unificat°. Celle-ci n'est pas inspirée par une quelconque volonté de puissance. **2001** : déclaration de Laeken. Une évolution très nette: Maintenant qu'elle est enfin unie, l'Europe ne doit-elle pas jouer le rôle d'une puissance stabilisatrice au plan mondial ?

Javier Solana : Dans un monde globalisé et chaotique, il n'est plus possible en effet de séparer artificiellement prospérité et sécurité, sauf à se bercer d'illusions.

Or les enjeux de l'Europe se sont interrompus avec la crise pour se déplacer vers le domaine économique. D'autant que des clivages n'ont pas encore été résorbés et freinent un plein accès à la puissance européenne : militarisation de l'UE (OTAN ≠ États neutres) ? Europe Atlantiste ou indépendante ? L'UE doit définir la nature de son projet avant d'accéder à la puissance.



Europe

Les relations USA-UE

Robert Kagan dans l'article « *Puissance et faiblesse. Pourquoi les États-Unis et l'Europe vivent le monde différemment* » (2002) soutient un divorce croissant entre USA et Europe : les USA, venant de Mars, peuvent agir seul grâce à leur supériorité éco et militaire, leur patriotisme national, alors que l'Europe, venant de Vénus, privilégie la conciliation, le respect du droit international, mais peine à définir sa place dans le monde. Il faut cesser de faire comme si Américains et Européens avaient une vision commune du monde

90s : la fin de la GF ne rend plus l'Europe indispensable, 2000s : tensions (Irak, guerres commerciales à l'OMC)

→ **Fin d'un partenariat privilégié, éloignement ou tout simplement relation plus équilibrée ?** Cette dernière option dépend de la volonté des USA (accepter une Europe-puissance) mais aussi de celle de l'Europe (assumer ses responsabilités mondiales et résoudre ses crises internes)

1) USA et Europe ont noué depuis 1945 des relations étroites : une communauté transatlantique

1) Les USA, protecteurs et parrains de la construction européenne

- **La relation étroite USA/Europe est récente, elle date du début du 20e** : méfiance voire rejet de l'Europe au 19e siècle (colons fuyant Europe, doctrine Monroe). Mais 1°GM, et surtout 2°GM sont l'occasion d'affirmer des valeurs communes

- **Il faut attendre l'après 45 pour qu'une alliance permanente se constitue** : point de départ = discours de Churchill en 1946 à Fulton parlant du rideau de fer. Engagement massif (Plan Marshall). Faiblesse Europe => demande d'alliance. Vote de la résolution Vandenberg en juin 1948 autorise les USA pour la 1ère fois à signer une alliance en temps de paix, puis création de l'OTAN en 49

- **3 principes dictent la politique américaine avec l'Europe :**

- o **Enjeu stratégique** : glacis protecteur contre l'URSS en contrôlant l'Atlantique (d'où alliance privilégiée avec le RU)

- o **Nécessité d'un bloc européen uni face au bloc soviétique** : accueil favorable à tout projet d'intégration européenne, incluant la RFA

- o **Les USA ont la primauté sur les questions stratégiques** : Commandant Suprême de l'OTAN américain, RU ne peut utiliser arme nucléaire sans avis américain, 6e flotte à Naples

2) Un partenariat étroit se noue ainsi entre USA et Europe occidentale à partir de 50s

- **Domaine pol** : alliance solide et durable : solide lors des crises (mur de Berlin en 60, crise de Cuba en 62), durable lors de la Détente (l'URSS ne parvient pas à désolidariser), crise euromissiles, soutien des USA pour régler conflit yougoslave, engagement des euros en Afghanistan

- **Domaine social et culturel** : américanisation de l'Europe occidentale : diffusion société de consommation, musique, cinéma, convergence des capitalismes (fordisme, puis libéralismes anglo-saxons à partir des 80s)

- **Domaine éco** : échanges transatlantiques = clef de voûte de l'éco mondiale. USA = 1er client et 2e fournisseur. Interdépendances fortes : 60% IDE am vers l'Europe, 60% IDE sur le sol américain st eur, 1/4 CAC40 détenus par fonds de pension am. Accord ciel ouvert depuis 2008.

3) Cependant, l'étroitesse des relations pendant la GF n'a pas exclu des tensions et malentendus

- **Les USA ont noué des relations différentes selon les pays : spéciale avec le RU, difficile avec la France.**

- o **RU** : Charte de l'Atlantique en 41, liens culturels anglo-saxons, proximité idéologique des dirigeants, moyen pour le RU de conserver une influence politique déclinante en tant que médiateur avec l'Europe, soutien pendant la guerre des Malouines

- o **RFA** : les allemands sont redevables aux américains (redressement économique, réintégration sur la scène internationale, réarmement sous l'OTAN en 54). Soutien indéfectible jusqu'en 2003

- o **France** : allié incommode. Antiaméricanisme ancien (rejet culture de masse), s'intensifie après 45 à droite (DG critique une tutelle américaine) comme à gauche (PCF critique impérialisme). Déclin modèle universel français



Europe

Les relations USA-UE

- Ainsi, les relations transatlantiques n'ont pas été exemptes de malentendus et de tensions :

o **Le TM** : opposition des USA à tout ce qui s'apparente au colonialisme (crise Suez). Refus Guerre Vietnam par les Européens en retour

o **Le nucléaire** : l'Europe ne veut pas servir de champ de bataille nucléaire, vagues pacifistes avec crise euromissiles

o **Construct° eur** : fieffés ingrats (A. Schlesinger), refus frçs d'un espace de libre-échange entre USA et Europe proposé par Kennedy

II) La fin de la Guerre Froide est un tournant : des relations USA/Europe plus distantes, l'UE se posant en concurrent potentiel

1) La perception des USA de la construction européenne change : la peur d'une Europe=puissance

• **Posit° des USA + agressive vis-à-vis de l'Europe** : en matière commerciale (press° sur PAC et protec déguisé), en matière pol USA veulent d'une Eur pouvant se prendre en charge, mais pas d'une Eur forteresse qui, unie politiquement, pourrait contrarier leurs intérêts. D'où : accords de Dayton sans la participat° de l'UE qui montre faiblesse diplo de l'UE, règle 3D de l'OTAN, soutien candidatures PECO pro-am

• **1er mandat de George Bush = tournant** : forte dégradat° des relat° entre 2001&04. Influence néoconservateurs, axés sur le Moyen-Orient, hostiles aux valeurs du multilatéralisme et favorables à la guerre préventive. Donald Rumsfeld loue Nouvelle Eur et raille Vieille Eur

• **Les USA reconsidèrent la stratégie de l'OTAN** : refonte des effectifs, redéploiement vers l'Est, le Moyen-Orient et l'Asie centrale

2) La dégradation des relations USA/Europe est aussi celle d'une divergence croissante de valeurs, de conception du monde

• **Le thème de l'exception américaine prend de l'ampleur**, après le doute du Vietnam et la prospérité des 80-90s, fragilisant un partage de valeurs communes qui avait été le socle de l'Alliance Atlantique

• **Une différence de valeurs idéologiques et sociales** : retour d'une forte religiosité dans le discours politique américain ≠ laïcité instituée comme valeur fondamentale en Europe. Europe attaché à la protection de l'individu par l'État ≠ USA

• **Une vision du monde et la puissance différente** : Robert Kagan oppose une vision américaine hobbesienne à la vision kantienne de l'UE. Ainsi : USA refuse CPI, Montego Bay, Kyoto, s'affranchissent de l'ONU pour intervenir (Serbie, Irak)

3) Des divergences qui se traduisent par la multiplication de guerres économiques

• **Des affrontements qui naissent dans les 80s** : adhésion pays méditerranéens (marchés importants pour les exportations agricoles américaines). Puis concurrence secteurs stratégiques : fusée Ariane (50% marché de lancement satellite en 2000), Airbus

• **Multipliation des conflits dans le cadre de l'OMC** : agriculture (réforme PAC, guerre de la banane, suspension du moratoire européen Sur les OGM), industrie (conflit Airbus/Boeing), condamnation des Foreign Sales Corporation (FSC)

Europe

Les relations USA UE

III) Une relation à redéfinir aujourd'hui : une nécessité de rééquilibrer les relations, d'établir un rapport de puissance à puissance

1) Les rapports de force restent toutefois très déséquilibrés

- **Décrochage éco** : UE a effectué rattrapage entre 1950&80, ms écarts " à partir des 90s. " écart PIB/hab (35 000\$ ≠ 47 000\$), décrochage démo mais surtout techno. L'Europe subit « technology gap », en ratant tournant de l'électronique, de l'informatique et de la bio techno

- **Décrochage technologique** : effort en RD insuffisant (2% PIB ≠ USA près de 3%), recherche privée moins importante, liens insuffisants entre recherche fondamentale et recherche appliquée, dispersion de l'effort de recherche (rivalités explique lenteur Galileo), brain drain des USA

- **Suprématie militaire des USA** : effort militaire UE après GF, USA continue « keynésianisme militaire » (700M\$ contre 200M\$ pour l'UE). Dès lors, forme de dépendance subie : l'UE n'a pas de réelle stratégie géopol, ce qui se fait ressentir ds le domaine de l'énergie, par exemple

- **Les USA apparaissent comme une puissance plus réactive et innovante** :

- o Valorise plus son soft power que l'Europe

- o Réactivité économique remarquable : pragmatisme de la FED ≠ rigidité de la BCE, orientation vers les marchés émergents ≠ Europe centrée sur elle-même (Europe forteresse avec taux de régionalisation de 60%)

- o Activisme géopolitique ≠ Europe « attentiste » (conflit israélo-palestinien, printemps arabe)

2) Cependant, l'Union Européenne dispose d'atouts pour affirmer sa puissance par rapport aux États-Unis

- **L'Union européenne défend un modèle cohérent et abouti** :

- o **Zone de libre échange la plus aboutie au monde**

- o **Légitimité et cohérence** : expérience du compromis qui permet à l'UE de défendre des valeurs de manière légitime, avec un large écho international par rapport à l'exceptionnalisme chinois et américain.

- o **Attractivité du modèle** (pour le Mercosur ou l'Asean). Jeremy Rifkin, dans Le rêve européen, estime que la conception européenne des relations internationales, moderne, s'imposera naturellement au monde / TS Reid : Les États-Unis d'Europe : la nouvelle superpuissance et la fin de la suprématie américaine / Mark Leonard, dans Pourquoi l'Europe dominera le XXIème siècle ? montre que l'Union européenne a su élaborer un nouveau type de pouvoir : le « pouvoir de transformation » des frontières

- **Une puissance économique que l'on ne peut négliger** : moyen de pression du fait de la taille de son marché. La Commission dispose d'un réel pouvoir de rétorsion et d'exterritorialité, avec par exemple la condamnation de Microsoft pour position dominante ou le refus de projet de fusion General Electric Honeywell. Puissance spatiale civile L'intervention en Libye a été riche d'enseignements, marquant volonté eur nouvelle de peser sur les affaires de son environnement proche

Europe

Les relations USA UE

3) Une nouvelle donne géopolitique et donc une nouvelle relation transatlantique qui émerge

- **L'administration Obama inaugure un changement** : « Nous voulons des alliés forts. Nous ne nous considérons pas comme les patrons de l'Europe. Nous nous considérons comme les partenaires de l'Europe »
 - o **Rapprochement des points de vue européens et américains** : retrait d'Irak (reconnaissance de facto de l'erreur commise), même identification des risques (terrorisme, prolifération nucléaire), plus de multilatéralisme.
 - o **Meilleure coopération** : renforcement européen en Afghanistan, retour France dans l'OTAN avec la nomination de Stéphane Abrial à l'un des deux commandements suprêmes
- **Mais la rupture avec l'administration Bush n'est pas totale** :
 - o **L'Europe n'est plus la priorité du gvt am** : pivot asiatique, désenchantement réciproque lors du 1er mandat Obama (manque d'efficacité de l'UE (crise grecque), manque d'implication d'Obama à Copenhague)
 - o **Liens se distendent** : immigration eur marginale, centre de gravité bascule vers Sud-Ouest, Obama se rend en Asie pr son 1er voyage
- **Une nouvelle donne géopolitique** : la Chine. Obama déclare que la relation entre la Chine et l'Amérique donnera « sa forme au 21e siècle », sous entendant un G2 excluant l'Europe.

Conclusion

Malgré les divergences accrues depuis les 90s, le partenariat transatlantique reste une réalité indépassable sur laquelle repose encore l'équilibre éco et diplo mondial. USA et UE apparaissent ainsi comme les moins mauvais ennemis : USA ont conscience qu'ils doivent rechercher la coopération des pays européens sur les questions éco et diplo (Moyen Orient), face à des puissances émergentes moins ouvertes à la négociation

Europe

Les relations Russie-UE

Relations complexes et laborieuses, avec contraintes et rôle des USA. Ont oscillé depuis 91 entre coopération et méfiance, surtout depuis 2004.

→ La multiplication des crises avec la Russie n'est-elle pas l'occasion de définir une pol commune vis à vis de la Russie, pour s'orienter vers un type de puissance plus politique ? Menace ou partenaire essentiel, à européaniser ?

1) La relation Russie=UE est complexe car elle repose sur un certain nombre de déterminants historiques, géographiques, culturels

1. Une relation déterminée par la perception que la Russie a de sa puissance

- **Puissance eur ou asiatique ?** Pays à vocation eur (territoire, pop, culture chrétienne, histoire), ms qui se voit comme 1 puissance eurasiatique, avec une spécificité russe (ressources en Asie, mise en valeur de la partie asiatique, influence mongole). Double logique encore présente ajd
- **Puissance continentale, régionale ou internationale ?** Puissance internationale à partir de la 2°GM, se détourne des pays de la CEE. Nostalgie ajd de la puissance mondiale, appuyée par Poutine.
- **Puissance menacée ayant une revanche à prendre sur l'histoire :** Toujours sous la menace d'invasions et d'influences extérieures, sentiment d'encerclement après 1991, pays frontaliers antirusse. Réponse : pragmatisme, mais également sentiment de revanche

2. Les relations Russie Europe ont été très ambivalentes au 20e

- **Des relations antagonistes, en particulier de 1917 à 1991 :** étroites au début du 20e, mais rupture avec la révolution bolchévique, approfondie par la GF, avec une Europe alliée aux USA. Également menace pour l'Eur (coup de Prague en 48, Budapest en 56...)
- **Après la 2°GM, l'URSS ignore ainsi la construction eur ou cherche à l'instrumentaliser :** Reconnaît officiellement la CEE en 1988, la voit comme une OTAN éco. Tente d'affaiblir la coopération avec les USA en négociant avec la CEE (accords d'Helsinki en 75, « maison commune » de Gorbatchev), puis véritable partenariat pour dépasser la coupure de la GF.
- **Dernière constante de la pol sov en direction de l'Eur occ** est d'avoir cherché à instaurer un dialogue avec les gd capitales eur : veut ainsi se trouver en position de force, en divisant les puissances eur. Partenariat privilégié avec la France (60s), la RFA (70s)

3. En 1991, au moment de l'effondrement de l'URSS, la Russie fait le choix de rejoindre l'Occident

- **La Russie maintient son statut de gd puissance internationale grâce aux USA et à l'Eur Occ :** Place dans le concert des nations (G7, ONU), pol d'ancrage à l'Eur en retour (ultralibéralisme d'Egor Gaïdar). 1er accord de partenariat et de coopération avec l'UE en 1994, OTAN + 1 en 1997. Mode de vie occidentalisé des « nouveaux russes », avec conso en Europe.
- **Mais cet ancrage en Eur est également un aveu de faiblesse :** dicté par les mutations territoriales de la Russie (pertes en Asie Centrale) et par la géopolitique (plus moyen de faire contrepoids). Perte d'influence au niveau eur (coquille vide de la CEI) donc crise identitaire russe, avec frontières artificielles, aux confins de l'Eur. Mais pas de logique de bloc car trop d'interdépendances.

Europe

Les relations Russie-UE

II) Des relations entre UE et Russie qui oscillent depuis 1991 entre coopération, méfiance et confrontations

1. La pol de l'UE vis-à-vis de la Russie

- **Les principes fondateurs de la pol eur** : 2 textes principaux : accords de partenariat et de coopération de 1994 et accord sur les 4 espaces communs de 2005. Importance croissante de l'énergie et de la sécurité dans les relations. Pour la Russie : UE est difficile à manœuvrer, complexité de la prise de décision, mais aide précieuse. Pol eur exclut l'adhésion de la Russie à l'UE, un voisin comme les autres.

- **Les formes de coopération bilatérale entre UE et Russie** : APC de 1994 avec sommets biannuels, programme d'aide TACIS (2000&2006), puis Instrument eur de voisinage et de partenariat (IVEP) depuis 2007. 4 espaces : espace éco eur commun (marché ouvert et intégré), espace de liberté, sécurité et justice (coopération policière à défaut de garanties démocratiques), espace de sécurité ext (prévention des conflits, gestion des crises), espace pour la recherche, la coopération et la culture (Erasmus). Dialogue énergétique depuis 2000, pour une coopération à long terme. Réalisations en retrait par rapport aux ambitions, mais partenariat étroit.

2. Des liens d'interdépendance de plus en plus étroits entre l'UE et la Russie

- **Des éco fortement intégrées** : Commercial (UE = 1er partenaire de la Russie, 50% des exp russes, excédent commercial de 70M ; Russie = 3ème partenaire de l'UE, surtout All). Financier (afflux d'IDE eur en Russie, dans l'énergie, les services, l'automobile). Énergétique (dépendance des PECO, 2/3 des exp russes vers l'UE, besoin de financements eur).

- **Une coopération dans le domaine diplomatique** : Points de vue proches dans la lutte contre le terrorisme, sur l'Irak et l'Iran. Membre de l'OCSE, gestion commune des conflits des Balkans, du Caucase.

3. Cependant ces relations sont aujourd'hui très tendues, marquées par une défiance réciproque

- **2 perceptions différentes de la coopération** : UE veut normaliser la Russie, transférer le modèle eur, comme avec les PECO. Mais Russie veut la reconnaissance comme grande puissance et la reconnaissance de sa zone d'influence. Divergences entre une puissance traditionnelle et une puissance moderne, deux Europe contre une Europe intégrée, surtout une méconnaissance réciproque des principes de chaque entité.

- **2004 a ainsi été une année tournant dans les relations UE-Russie** : 2e mandat de Poutine, entrée des PECO dans l'UE, révolutions renversent des prorusses (Roses en Géorgie, avec Saakachvili ; Orange en Ukraine, avec louchtchenko ; Tulipes au Kirghizistan) et apparaissent comme une tentative am de déstabilisation. Prise de conscience par la Russie : perte de contrôle de son étranger proche, remise en cause de ses intérêts stratégiques (gaz par l'Ukraine), menace pour sa sécurité nationale (bases de l'OTAN en Lituanie, flottes sur la Mer Noire). En réaction : reprise en main des médias, contrôle des groupes de l'énergie (Medvedev chez Gazprom, arrestation de Khodorkovski (groupe loukos) en 2003)

- **Depuis 2004 les tensions se multiplient avec l'UE** : Condamnation de crimes de guerre en Tchétchénie, tensions Estonie/Russie. États eur reconnaissent l'indépendance du Kosovo contre l'avis russe. Maintien d'un protectionnisme russe avant l'entrée dans l'OMC, utilisé comme arme pol. Guerres du gaz pour montrer la dépendance qui existe.

Europe

Les relations Russie-UE

III) Une relation UE-Russie cependant indispensable à l'architecture et la stabilité du continent eur

1. Des enjeux déterminants pour la Russie

- **Guerre en Géorgie a confirmé les nv orientat° de la pol russe en direction de l'Occ** : guerre en Géorgie (juillet-sept 2008) montre les nv axes de la pol étrangère russe (plus de recul en terme d'influence, défendre russes à l'étranger, préserver intégrité territoriale, recours à la force)
- **La Russie sait cpdt aussi mener une pol de rapports de force conformes à ses intérêts avec ses voisins** : S'impose dans le Caucase (Ossétie du Sud, Abkhazie), renforce ses liens avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan (South Stream). Reprise en main en Ukraine avec l'élection de Ianoukovitch. A su jouer sur les divisions dans l'UE, sur des relations bilatérales avec All, France, Italie, surtout sur l'énergie. Enjeu majeur ajd = conduites
- **Mais la capacité de la Russie à mener à bien ses ambitions stratégiques est aujourd'hui remise en question** : Très isolée sur le plan diplomatique, inspirant de la méfiance. Faiblesse du soft power, par manque d'un modèle économique attractif, victime du syndrome hollandais avec le choix du tout pétrole. Crise économique en 2008&2009, notamment bancaire. Reste une puissance pauvre (PIB/hab : 13k \$). Grande faiblesse démographique, pop. Pol d'isolement diplomatique pas tenable à long terme.

2. La nature des relations avec la Russie reste également un enjeu majeur pour l'UE

- **La dépendance énergétique de l'UE impose un partenariat étroit avec la Russie**
- **La crise géorgienne a pu apparaître comme une chance eur** : UE a fait taire ses divisions, a imposé une solut° diplo efficace, a agi dans la zone d'influence russe. Montre que les USA st tjr les acteurs majeurs de la défense eur, mais montre la nécessité d'une pol calibrée envers la Russie

3. Un enjeu de stabilité pour le continent américain

- **Le retour d'une thématique de GF** : Discours violent de Poutine en 2007 contre l'unilatéralisme américain, nouvelle doctrine Brejnev de souveraineté limitée, instabilité liée à Kaliningrad, surtout depuis l'entrée des pays baltes dans l'UE.
- **Des relations russo-eur qui restent marquées par l'imprévisibilité** : Détente en 2010, avec évolution pol de l'Ukraine, meilleures relations avec les États baltes, rapprochement spectaculaire avec la Pologne de Donald Tusk. Mais ajd climat est à la défiance, avec nouvelle course aux armements, tensions avec la Syrie, affaire Magnitsky, Gazprom dans le collimateur de la Commission.

Conclusion

Illustrent les caractéristiques des relations internationales depuis la fin de la GF : plus de complexité, d'interdépendances, une intégration impossible, une confrontation improbable, une coopération nécessaire (Tanguy de Wilde)

Europe

Les relations entre la CEE (puis l'UE) et les pays en développement

Relations : ensemble des contacts établis sur les plans éco, pol et culturels.

→ L'UE s'enorgueillit d'être la 1ère donatrice d'aide au développement dans le monde, avec 50% de l'APD mondiale

→ L'Europe s'est toujours placée en tant que puissance à l'écoute, qui conseille et assiste, promeut le développement et lutte contre la pauvreté.

=> 2 facteurs expliquent continuité chronologique de cette attitude : 1 souvenir colonialisme sentiment de dette (Pascal Bruckner, Le sanglot de l'homme blanc : Tiers Monde, culpabilité et haine de soi (1983), dénonce sentimentalisme européen), 2 volontés de rester influent après empires

PK : Est-ce que l'assistance de l'Europe aux PED lui a permis de s'affirmer comme puissance modèle ? Peut-on parler d'un soft impérialisme ?

1) Une aide ancienne aux pays les plus pauvres, dont les moyens et les conditions ont évolués depuis les 90s, mais pas les objectifs

1) Les origines de l'aide, de Yaoundé à Lomé

• Volonté d'aide précoce, dès le Traité de Rome, avec comme objectifs : 1) Développement durable des pays les plus pauvres, 2) Lutte contre la pauvreté, 3) Insertion de ces pays dans l'économie mondiale

• 1958 : Fonds Européen de développement. Débloque une aide prise sur le budget européen, vote un programme tous les 5 ans

Yaoundé (1963-1975) : Accorde des avantages commerciaux aux 18 EAMA (États Africains et Madagascar Associés)

Facteurs de la transition : Peur d'un creusement N/S Instabilité des matières 1ères, Entrée du RU avec Commonwealth

Convention de Lomé (1975&2000) : Lomé I (75&79) : création du groupe ACP, avec 46 pays signant le traité. STABEX / Lomé II (79&84) : SYSMIN (produits miniers) / Lomé III (84&89) : importations importantes de sucre assurées par l'UE / Lomé IV : aides secteur privé, 76 pays

2) Une aide progressivement réformée à partir des 90s : de Lomé à Cotonou

• APD baisse de manière significative (Adieu Bangui, bonjour Varsovie). 2 raisons, 2 changements de contexte :

o Pays ACP perdent valeur stratégique, décennie chaos en Afrique, éco ACP décevante (part ACP marché de l'UE 7% /70's 3% /90s)

o Création de l'OMC en 1995. Idée d'évoluer vers un nouveau système. USA très agressif (guerre de la banane), UE position faiblesse

3) Cotonou depuis 2000 : de l'assistanat au partenariat ?

• Faire plus participer les acteurs privés : vers une société civile.

• APD poursuivie ms plus automatique : dépend des performances des pays (pauvreté, dvpt d'institut°), possibilité de suspendre les aides

• Libéralisation des échanges, fin STABEX et SYSMIN

• Dialogue politique mis en avant



Europe

Les relations entre la CEE (puis l'UE) et les pays en développement

II) Aujourd'hui, une aide multiforme de l'UE qui s'ajoute aux aides spécifiques des États la composant

1) APD et réduction de la dette

- APD = 55M\$/an, + de 50% de l'APD mondiale (EN 3/4, UE 1/4). USA 30M\$ > Allemagne, UK, France : 15, 14, 13 M\$ > Japon 10M\$
- Une Europe impliquée dans un projet de réduction de la dette : Club de Paris, programme PPTE (Pays Pauvres Très Endettés)
- Critique : une aide dénuée de visée politique : investissements peu visibles. Ex : Europe finance aéroport de Sarajevo, inauguration USA

2) APE : Accords de Partenariat Économique (anciens pays ACP)

- L'Europe dans le cadre des accords de Cotonou : 76 accords de partenariats économiques en train d'être signés. Pour le moment, le seul accord complet a été en 2007 avec 15 pays des Caraïbes (Cariforum). Double volet économique et politique : **Éco** : libre-échange complet, avec interdit^o protectionnisme déguisé, barrière tarifaire faible et fins des subventions agri eur à terme / **Politique** : en contrepartie, APD dans le domaine des infrastructures et des équipements + experts juridiques.
- Ex **Zambie** : Europe accompagne démocratisat^o et encourage diversificat^o (tourisme etc) : Zambie remboursé une grande partie de sa dette

3) La promotion du libre-échange et du co-régionalisme.

- Des accords bilatéraux hors ACP : **Mexique** (accord complet libre-échange, entré en vigueur en 2000) / **Af du Sud** : accord de Commerce et De Coopération (ACDC). Échanges, AFS 1er partenaire africain, à terme ZLE
- Accords co-régionaux : **Mercosur** (1995) : dialogue pol et éco, mais interrupt^o négociat^o entre 2004&2010 sur quest^o échanges agricoles + protecci Argentine / **ASEM** (Asia Europe Meeting ou dialogue Asie=Europe) créé à Bangkok en 1996. Dialogue beaucoup plus souple car Asie hétérogène / **OUA** (Organisation de l'Unité Africaine). L'Europe finance la mission de l'UA au Soudan

III) Toutefois, des relations diversifiées avec les PED

1) 1er cercle : PSEM = Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (1995 Euromed, 2004 débuts PEV sauf Lybie, 2008 : UPM)

2) 2e cercle : l'Afrique Sub-saharienne

- Maintenir influence. Mais 200 ans après conférence Berlin (1884), Chine (même si APD 1M\$), DPW prend à Bolloré port conteneur Dakar
- Marginalisation Françafrique : Côte d'Ivoire 31% 13 % du commerce. France spécialisée 3 domaines : eau (Veolia), communicat^o, pétrole

3 Les horizons plus lointains de l'influence : l'Asie et l'Amérique

CC : Accords de Lomé, modèle de partenariat pour le Nord et le Sud avec 3 piliers : commerce, financement du dvpt et dialogue pol. On reproche à l'Europe un manque de visibilité dans son aide au dvpt. Développer forme de puissance diplo qui va de pair avec les idéaux de l'Europe.



Europe

Les relations entre la CEE (puis l'UE) et les pays en développement

I) Un territoire stratégique

- Superficie et ressources : 2e superficie d'Europe, potentiel agricole, richesses à l'Est (charbon, fer, hydroélectricité)
- Carrefour : pour l'énergie (70% gaz russe), intégré dans les corridors européens, lieu de passage des routes clandestines, ouverture sur la mer noire (Odessa)
- Potentiel économique : croissance = 7% en 2000 et 2008. Exportation de produits de base, notamment vers la Chine), mais économie diversifiée : classe moyenne, reste du CMI soviétique, 3e puissance nucléaire civile (Zaporozje au Sud)

II) Un territoire tiraillé entre Occident et Russie

- Historiquement partagé entre puissances d'Europe orientale : population slave, orthodoxe. Domination polonaise (12e&17e) puis russe
- Jusqu'en 1945, 2 Ukraine : Est russifiée ≠ Ouest partagée entre puissances d'Europe centrale
- Clivages encore forts en Ukraine : Ouest nationaliste et antirusse

III) Un pays coincé entre UE et Russie

- 2004=2010 : « Retourner en Europe » : **À partir de 1991** : politique d'équilibre Est-Ouest (dirigeants = anciens du PC) : APC en 1994, demande d'adhésion à l'OTAN en 2002, troupes en Irak / **2004** (Révolution Orange) : Viktor Iouchtchenko mène une politique prooccidentale /
- **Hostilité russe : Indépendance non acceptée par la Russie** : Ukraine = berceau Russie, CMI, base navale à Sébastopol, gazoducs / Multiplication des conflits : partage de l'héritage nucléaire soviétique, avenir de la flotte russe en mer Noire, Crimée, frontières dans la mer d'Azov, GUAM (1996) concurrence CEI avec GUAM, querelles religieuses / Mais **Ukraine ne peut ignorer Russie** : 22% de russes en Ukraine, liens forts, dépendance énergétique
- **Mais aussi réticences européennes : Question des frontières de l'UE** : réticence à poursuivre élargissement sans approfondissement. En contrepartie : PEV (2003) puis IEVP (Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat, 2007) et accord d'association (2011, mais suspendu suite à la condamnation de Ioulia Timochenko, ex PM)

Conclusion : quel avenir pour l'Ukraine ?

Son intégration dépend de l'Ukraine, pays malade : divisions politiques, corruption, manque de libertés politiques, crise économique (PIB de 14%), crise démographie,  SIDA, restes Tchernobyl Élections 2010 : parti prorusse de Ianoukovitch.  pouvoir présidentiel, opposition muselée, langue russe presque officielle, accord concernant flotte russe à Sébastopol, retrait de la demande d'adhésion à l'OTAN

La crise ukrainienne (2013-2014)

Novembre 2013 : Kiev refuse l'accord d'association avec l'UE => Timochenko appelle à manifester

Décembre 2013 : les manifestants pro-européens bloquent les institutions ukrainiennes

Février 2014 : violente répression du mouvement pro-européen 21 février 2014 : accord entre les manifestants et Ianoukovitch, qui se retire et annonce des élections présidentielles anticipées.

Libération de Timochenko. (Victoire des Ukrainiennes à Sotchi lors du relais de biathlon)

Europe

L'OTAN

En bref : 28 membres, 2 M\$ de budget, une expertise militaire réelle.

PK : A quoi sert l'OTAN alors qu'il n'y a plus la GF ? Si l'OTAN reste nécessaire à la protection de l'Europe, n'empêche-t-elle pas paradoxalement l'autonomisation de l'Europe et freine la PSDC ? Pourquoi garder l'OTAN ?

I) Une organisation née de la Guerre Froide

1) Ses origines : coup Prague, blocus Berlin

Résolution Vandenberg en 1948. & Traité Atlantique Nord : 12 pays (Europe 6, USA, Canada, UK, Danemark, Norvège, Portugal)

2) Ses principes

Article 5 : une attaque contre pays membre sera considérée comme attaque contre tous. & Position de vigile : surveiller les frontières, se tenir prêt à une éventuelle attaque.

3) Son renforcement

War Corée doctrine représailles massives & Adhésion Turquie et Grèce

II) Des missions repensées après la fin de la Guerre Froide

1) Une organisation maintenue et redéfinie

• **UK et Allemagne soutiennent activement le maintien de l'OTAN**

• **Le Sommet de Rome (1991) :** nouvelles missions de prévention et de gestion des crises, y compris hors de l'Europe (hors zone)

2) De nouveaux élargissements, de 16 à 28 membres

COCONA (1991), Conseil de coopération nord-atlantique : forum de consultation composé de 24 membres (les seize membres de l'OTAN, la Russie, neuf pays d'Europe centrale et orientale). Forum est élargi à 36 membres avec l'intégration de la CEI. Transformé en CPEA (Conseil de partenariat euro-atlantique). L'objectif de ce conseil est d'appréhender les problèmes de sécurité sur le continent européen.

PPP (Partenariat pour la Paix) en 1994 : structure d'association libre bilatérale entre un état et l'OTAN, servant à impliquer dans une démarche commune de coopération militaire pacifique des pays ne souhaitant pas pour autant faire partie de l'OTAN

• **Deux dates majeures : 1999 :** 16 à 19 avec 3 PECO importants : Pologne, Hongrie et République Tchèque, 2004 : PBaltes, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie

3) L'OTAN, jusqu'où ?

• **On a pensé que l'OTAN irait jusqu'aux frontières russes :** Pays du Caucase du Sud invités, Ukraine demande adhésion à l'OTAN en 2002

• **La Russie réplique :** OTSC (2002), pays du glacis russe restent sous influence (Ukraine retire candidature en 2010), guerre de Géorgie. L'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) est une copie de l'OTAN avec Russie, Biélorussie, Kazak, Tadjik, Kirghiz, Arménie ; Serbie observateur.

Europe

L'OTAN

III) Le fonctionnement actuel de l'OTAN

1) Une réelle capacité militaire : l'OTAN peut mobiliser rapidement des forces importantes

- **Force aéroportée de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN** : avions équipés de radar AWACS
- **Force de réaction de l'OTAN (2002)**, comptera à terme une force composée de 25 000 hommes, disposant d'un matériel militaire de haute technologie, déployable n'importe où dans le monde en 5 jours, sur une période maximale de 30 jours

2) Une nouvelle doctrine stratégique

- **Pouvoir répondre sur plusieurs fronts** : l'OTAN doit à terme pouvoir mener de front deux opérations de grande envergure (+ 60 000 hommes) et six opérations moyennes (30 000 hommes). Au total, jusqu'à 300 000 hommes devront donc être disponibles pour intervenir dans le monde pour maintenir la paix les alliés doivent consacrer 2 % PIB pour y parvenir. Objectif loin d'être atteint.
- **Refonte des structures de l'OTAN prévue en 2010** : effectifs passant de 17 000 avant 2009 à moins de 13 000 en 2010.
- **Deux commandements suprêmes** :
 - o Mons (Belgique) SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers in Europe) = centre de commandement.
 - o Norfolk (Virginie, USA) ACT (Allied Command Transformation) = élabore la transformation de l'OTAN (Jean Paul Paloméros)

3) De nouvelles interventions en Europe et hors d'Europe

- **Succès en Yougoslavie** : accords de Dayton.
- **11 septembre, le tournant** : 1ère intervention hors zone, 1ère application de l'article 5 en Afghanistan > 100 000 hommes déployés.
- **2011 : Lybie**. L'OTAN prend en main la guerre en Lybie

CC :

- **L'OTAN s'est construit une nouvelle légitimité** : aucun État membre ne souhaite s'en séparer, la France réintègre le commandement intégré.
- **L'OTAN s'est bien adapté aux nouveaux défis du nouvel ordre mondial.**

The Economist: NATO's future, back to basics

Qu'advient-il une fois que l'OTAN quittera l'Afghanistan (12 ans de mission) ? Si l'Afghanistan fut une campagne meurtrière (2200 morts) elle a permis une formidable synergie entre les troupes de l'OTAN. L'OTAN s'entraîne à conserver cette coordination entre ses troupes dans le cadre d'exercices militaires Steadfast Jazz, instauré en 2006. En 2013, 6000 personnes participèrent à l'exercice Bothnia en Pologne, désignant pays fictif agressant les Pays Baltes (indirectement la Russie), avec opérations chars, aviation, réaction à frappe nucléaire. La Russie a en effet simulé des exercices militaires d'invasion des Pays Baltes et même une frappe nucléaire sur la Pologne.